

La voix de l'opposition de gauche

Le 19 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

- [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

Il pleut depuis quelques jours, comme c'est si rare ou c'est l'époque de la mousson, on n'ose pas se plaindre. En revanche, on n'est pas vraiment organisé en conséquence, ce qui se traduit par bien des désagréments dont certains qu'il faut ensuite gérer en urgence, d'où cette brève causerie.

Nier la réalité ou se réfugier dans le déni n'a jamais fait avancer notre cause, flatter l'ignorance des travailleurs ou des militants non plus, cela sert juste à donner l'illusion qu'on partage les mêmes idées ou valeurs, alors qu'en fait ce n'est pas le cas. Il ne faut pas être très exigeant ou rigoureux pour s'en contenter.

Ici on dénonce et on combat cette illusion suicidaire, parce qu'elle constitue notamment le principal obstacle qui entrave notre combat politique..

On va peut-être nous répliquer que le premier sujet qu'on aborde ci-dessous dans cette causerie n'intéresse pas les travailleurs, qu'il ne concerne qu'une minorité, nous répondrons comme votre littérature ou votre engagement marginal.

Cet argument est d'autant plus foireux qu'il n'est jamais suivi d'effets. Je veux dire par là que des travailleurs peuvent participer à la lutte de classes, mais cela ne se traduit pas par une modification de leur état d'esprit, parce qu'ils n'en tirent aucun enseignement ; dans le cas contraire cela se saurait depuis belle lurette et nous n'en serions certainement pas rendu là. Nos contradicteurs refusent de l'admettre (encore un déni) alors que c'est l'évidence même.

Des millions de travailleurs ou militants ont participé à toutes sortes d'action depuis un demi-siècle et ils n'ont jamais progressé. Vous croyez que nos dirigeants se demanderaient pourquoi, pensez-vous, cette question ne leur effleure même pas l'esprit. A quoi pensent-ils alors ? Demandez-leur, moi j'y ai renoncé, il n'y a rien à en tirer.

Personnellement, je n'essaie pas de convaincre qui que ce soit de quoi ce soit, je ne fais pas de prosélytisme, je n'ai aucune ambition personnelle et je n'ai rien à vendre, aucun appareil à défendre, aucun statut à protéger, et je n'ai de compte à rendre à personne puisque j'ignore qui sont mes lecteurs, hormis ma conscience qui me commande de me conduire dans la vie conformément à mes idées ou mon idéal.

J'ai cru un moment qu'on pourrait peut-être développer quelque chose à partir de ce portail, en fait je n'en ai jamais été convaincu du fait que nos contemporains sont devenus hyper susceptibles, pour être soumis à une propagande hystérique permanente qui a exacerbé leur émotivité au point de ne plus être en mesure de penser librement ou de se l'interdire, on ne sait jamais où cela pourrait les mener... En attendant on peut observer où cela nous a mené.

Et quant à ceux qui estiment que la liberté de pensée n'a jamais été aussi grande, on leur répondra qu'elle ne fait qu'illustrer à quel point leur mode de pensée et de vie est médiocre, et qu'ils en soient fiers est finalement dans l'ordre des choses notez bien.

Après que mes lecteurs eurent rejeté toutes les propositions que je leur avais faites, je les invite juste à nous élever un peu au-dessus de cette médiocrité histoire de ne pas rompre avec notre idéal ou d'en être digne, ce n'est pas grand chose j'en conviens, mais tant à la fois !

Quand on devient vieux, on ne peut pas se résigner à finir nos jours dans une société aussi détestable. On doit mettre les forces qu'il nous reste au service de notre classe pour l'aider à se dresser contre la tyrannie et la renverser, sinon cela signifierait que notre existence n'aurait eu aucun sens, et finir nos jours dans de pareilles circonstances serait le pire des cauchemars qu'on ne souhaitera à personne. Ayez au moins la bonté de respecter notre dernière volonté si vous n'en partagez pas le contenu, merci à vous.

Totalitarisme. Une officine de Big Brother démasquée.

- #DisinfoGate : Synthèse générale - Les Crises 17.09

Résumé général

1) "l'ONG" belge EU DisinfoLab – à l'origine de l'étude sur le « gonflage numérique » de l'affaire Benalla par « l'écosystème russophile » – n'est en fait qu'un paravent d'une nébuleuse de sociétés commerciales, dont le cœur est SAPER VEDERE, une agence de communication spécialisée sur l'accompagnement en cas de crise médiatique. Ces deux structures ont les 3 mêmes fondateurs, dont parmi eux le consultant Nicolas Vanderbiest, actionnaire à 40 % de Saper Vedere.

2) Les fondateurs entretiennent régulièrement une confusion entre leurs nombreuses casquettes. Lorsque Nicolas Vanderbiest parle, est-ce le chercheur, le blogueur, le cofondateur de l'association sans but lucratif DisinfoLab, le consultant auto-entrepreneur, l'actionnaire presque majoritaire de Saper Vedere, le partenaire de Visibrain ? Mystère...

3) De façon très étonnante, cette micro-association a rapidement été soutenue financièrement par Twitter, ainsi que par de puissants partenaires, tels l'Atlantic Council ou la Fondation Open Society de George Soros.

4) Lors de la présidentielle 2017, Nicolas Vanderbiest a été extrêmement actif, et s'est éloigné de la nécessaire neutralité scientifique propre à son statut de chercheur, au détriment de certains candidats (Le Pen, Fillon...).

5) La confusion entre les différentes casquettes des fondateurs a fini par entraîner un mélange des rôles entre les structures ainsi que de profonds conflits d'intérêts.

6) La plupart des partenaires de Disinfo ont une attitude envers la Russie qui les ferait certainement qualifier de "complotistes", si un autre pays était la cible de leur obsession.

7) Disinfo a œuvré afin de lancer une polémique autour du rôle de la supposée "russosphère" sur Twitter, sans succès avant le Premier tour de la Présidentielle 2017, mais avec succès au cours de l'affaire Benalla. Et on comprend vraiment mal pourquoi Disinfo a choisi de s'intéresser à cette affaire...

8) Enfin et surtout, deux membres de la Galaxie SaperVedere/Disinfo sont également des membres clés de la Team Macron, et ont œuvré à la communication de Macron durant la Présidentielle. Par ailleurs, Aurore Bergé députée LREM, et Pierre Le Texier responsable du pôle e-influence chez En Marche, s'avèrent étonnements proches de Nicolas Vanderbiest, et ont ardemment soutenu le DisinfoLab au cours de la polémique. Les Crises 17.09

LVOG - EU Disinfo Lab figure à la page 144 du rapport des ministères des Affaires étrangères et des Armées intitulé *Les manipulations de l'information* : À Bruxelles, le EU Disinfo Lab produit également des analyses remarquées.

EU Disinfo Lab figure en compagnie de Digital Forensic Research Lab (DFRLab), une structure de l'Atlantic Council, ythink tank néoconservateur, Bellingcat, dont le fondateur Eliot Higgins a rejoint le Digital Forensic Research Lab du Atlantic Council en 2016 (Wikipédia.org), financé par la plateforme de financement participatif Kickstarter basée à New York, dont on ignore le nom des généreux mécènes, elle brasse déjà 1,9 milliard de dollars, et Securing Democracy (ASD), une officine travaillant sur la base des informations fournies par la CIA, le FBI et le NSA (Source : Wikipédia.org), dont les travaux sont dirigés par d'ex-membres du département d'Etat (Laura Rosenberger, Michael Chertoff, Mike McFaul) ou des hauts fonctionnaires (Jamie Fly) de l'administration Bush ou Obama, bref, une autre antenne des services de renseignements américains.

Lu dans le rapport des ministères des Affaires étrangères et des Armées intitulé *Les manipulations de l'information*.

- Décrédibiliser la désinformation grâce aux sources ouvertes (page 145)

Un exemple de la puissance du journalisme collaboratif en est la brillante enquête du New York Times – menée notamment avec le groupe d'investigation Bellingcat – qui prouve la responsabilité du régime el-Assad dans l'attaque chimique de Douma.

LVOG - Alors que chacun sait que cette attaque n'a jamais eu lieu !

Ce qui est intéressant ou ce qu'il faut retenir, ce sont les liens qui existent entre toutes ces officines, les médias, l'armée, les services de renseignements, les oligarques, les gouvernements. En fait un véritable complot contre tous les peuples pour les empêcher de prendre conscience de ce qui se trame dans leur dos et ainsi pouvoir continuer de les asservir.

Le rôle que joue tous ces acteurs est inavouable, démasquer leur collusion, les neutraliser, anéantir leur capacité de nuisance, leur ôter tout pouvoir devrait être notre objectif politique.

Le capitalisme, comment cela fonctionne-t-il ?

Contrairement aux idées reçues ce ne sont pas les hommes particulièrement avides de richesses et de pouvoir qui l'ont adopté qui en décident. Non, ce système économique fonctionne selon les lois de la dialectique ou de la logique qui concourent à l'évolution ou la transformation de la matière, disons pour simplifier, des lois qui se résument à des rapports de cause à effet. Et comme elles présentent la singularité de ne pas apparaître telles quelles au premier abord, elles font l'objet d'une mystification qui tend à faire croire qu'elles seraient la panacée ou qu'elles seraient éternelles, alors qu'en réalité elles correspondent uniquement à une période donnée, au stade déterminé auquel est parvenu le développement des forces productives.

Maintenant toute chose étant périssable un jour ou plutôt, aucun rapport aussi stable soit-il (en apparence seulement) ne pouvant demeurer en l'état indéfiniment, il arrive forcément un moment où ce rapport se désagrège d'une manière ou d'une autre, ou la limite de son existence est atteinte, soit en régressant à un état antérieur pouvant aller jusqu'à la putréfaction, de sorte que ces éléments constitutifs seront rendus méconnaissables pour être retournés à l'état primaire, soit en donnant naissance à un rapport supérieur qui permettra à ces éléments constitutifs d'évoluer encore, dès lors que les conditions qui président à leur développement auront été modifiées ou favorisées, de manière à ce que cette nouvelle progression puisse se réaliser.

Ce qu'il faut comprendre ici, c'est que dans un système, un cadre, un rapport, un mode production donné, tout ne peut pas se produire. Il faut donc recourir à un élément extérieur pour réunir les conditions qui permettront le changement souhaité ou recherché, pour être plus précis, il faut parvenir à agir sur le rapport qui existe entre les éléments déterminants qui sont présents au sein de ce système ou cadre, de manière à le faire éclater et qu'il donne naissance à un rapport supérieur, puisque tel est notre objectif, permettre à la civilisation humaine de progresser à nouveau en se libérant du joug de l'exploitation de l'homme par l'homme.

De la même manière que ce n'est pas la volonté du capitaliste qui serait à l'origine des lois de fonctionnement du système économique en vigueur, il ne suffit pas de le savoir ou d'en prendre conscience pour que le rapport qui existe entre les classes s'en trouve modifié, inversé, renversé, non, il faut agir, se rassembler, s'unir, s'organiser, construire un parti, s'emparer du pouvoir politique, afin de neutraliser l'élément nuisible qui au sein de ce rapport incarne ou conduit à la décomposition, à la putréfaction de la société, la classe des capitalistes, en commençant par son sommet, l'oligarchie parce que son pouvoir coïncide avec l'instauration d'une société totalitaire.

Eh non, l'esclavage salarial n'est pas une fatalité !

K . Marx - Mais toutes les méthodes qui aident à la production de la plus-value favorisent également l'accumulation, et toute extension de celle-ci appelle à son tour celles-là. Il en résulte que, quel que soit le taux des salaires, haut ou bas, la condition du travailleur doit empirer à mesure que le capital s'accumule.

Enfin la loi, qui toujours équilibre le progrès de l'accumulation et celui de la surpopulation relative, rive le travailleur au capital plus solidement que les coins de Vulcain ne rivaient Prométhée à son rocher. C'est cette loi qui établit une corrélation fatale entre l'accumulation du capital et l'accumulation de la misère, de telle sorte qu'accumulation de richesse à un pôle, c'est égale accumulation de pauvreté, de souffrance, d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation morale, d'esclavage, au pôle opposé, du côté de la classe qui produit le capital même. K . Marx : Le Capital (Livre I - Section VII)

En macronie

- Les sénateurs LREM boycotteront l'audition de Benalla - L'Express.fr 18.09

- Fan de Giscard, ex-journaliste et "dandy"... Cinq choses à savoir sur Gilles Le Gendre, le nouveau patron des députés LREM - Franceinfo 19.09

Voilà qui devrait les inspirer.

- Sodomie, sex-toy et pratiques sexuelles... cette BD répond aux questions avec humour - Le HuffPost 19.09

L'obsession, la perversité, la dépravation sexuelle, voilà à quoi ils veulent conduire nos enfants ou petits enfants ces frustrés ou détraqués.

La question que chacun devrait se poser : Pourquoi tiennent-ils tant à ce que nos enfants se fassent sodomiser, pratiquent l'homosexualité, deviennent des obsédés sexuels ?

Pour qu'ensuite ils se détestent, ils se dégoûtent d'eux-mêmes, pour les rabaisser, les culpabiliser, en faire des êtres inférieurs, faibles, vulnérables, de sorte qu'ils ne parviennent jamais à avoir confiance en eux-mêmes et donc en personne, ainsi ils seront manipulables à merci...

En complément.

- Éducation nationale: 1800 postes supprimés en 2019 - L'Express.fr 17.09

Ces suppressions de poste concerneront le second degré -collèges et lycées- ainsi que les services administratifs. L'Express.fr 17.09

Envoyez chier tous ceux qui ne vous écoutent pas !

Entendu à la Fête de l'Humanité.

AFP - Quel communisme prôner aujourd'hui, à qui et comment le parti doit-il s'adresser ?

"Vous faites lire ça à des jeunes des milieux populaires, ils vont vous envoyer chier, c'est incompréhensible!", peste lors d'un débat une vieille militante. AFP16 septembre 2018

C'est incompréhensible pour tout le monde, et cela ne concerne pas uniquement le PCF. De toutes manières ils s'en foutent, ils ne s'adressent pas aux travailleurs, ils ne s'adressent qu'à des militants ou l'élite intellectuelle.

Personnellement, je partage les conditions et l'état d'esprit d'un travailleur inorganisé, et bien je peux vous dire que je trouve insipide leurs littératures, je ne parle pas des revues théoriques évidemment. A ma connaissance depuis plus de 70 ans, il en a toujours été ainsi tous courants du mouvement ouvrier confondus.

Ils écrivent pour leurs adhérents, pas pour les travailleurs tous statuts confondus qui sont davantage habitués au langage plus fluide ou accessible de la presse. Ils se comprennent entre eux, et encore ! Leurs articles ne sont pas conçus pour vous informer ou pour vous permettre de réfléchir librement, pour que vous progressiez, ils s'en foutent, ils sont uniquement rédigés pour placer leur propagande, leur camelote.

Quand on les écoute, on s'aperçoit qu'ils ont tous le même comportement, ils sont tous formatés sur le même modèle. On a l'impression qu'ils ont subi un lavage de cerveau ou qu'ils ont adhéré à une secte, ils vivent hors sol, dans une bulle, dans un autre monde que le nôtre. Ils ne pensent pas, c'est le parti qui pense à leur place, autrefois j'en ai fait l'expérience pendant trois ans, et ce n'est que bien plus tard que je m'en suis rendu compte.

J'étais devenu tellement cinglé, qu'un jour un de mes meilleurs potes, et sa copine que j'avais fréquentée pendant des années, lui était technicien au CEA et elle secrétaire au ministère de la Défense, m'ont carrément foutu à la porte de chez eux, en me disant que j'étais devenu impossible et qu'ils ne voulaient plus me voir, je ne parlais plus que de politique... J'étais devenu méconnaissable. Je ne les ai jamais revus.

J'allais oublier de préciser que ce sont eux et le frère de Chantal qui m'ont initié à Informations ouvrières (POI) en 1976, ils l'achetaient de temps en temps le dimanche matin sur le marché de Suresnes, mais contrairement à moi qui présentais déjà les signes avant-coureurs et inquiétant de l'activisme forcené que j'allais devenir en rejoignant l'OCI, les discussions qu'ils eurent avec ces militants les détournèrent pour toujours du militantisme et même de la politique. Et le pire ou le plus navrant de cette histoire, c'est qu'à l'époque on partageait les mêmes positions, quel gâchis !

Hélas, "même avec 2%" le cadavre du stalinisme bouge encore !

- A la Fête de l'Humanité, les militants viennent se convaincre que le "PCF n'est pas mort" - AFP 17.09

"La Fête de l'Humanité prouve que même avec 2%, le PCF n'est pas mort"... AFP 17.09

Non, la lutte contre le stalinisme et la social-démocratie ne doit pas faiblir ou disparaître aussi longtemps que le régime existera et même après. Pensez qu'ailleurs qu'en France ils sont encore très présents et nuisibles.

La gauche, c'est avant tout les affaires.

- Selon Paris Match, l'ancien Premier ministre Manuel Valls file le parfait amour avec Susana Gallardo. - gala.fr 29 août 2018

Cette femme de 53 ans est loin d'être inconnue dans son pays. Susana Gallardo est « une figure de la haute bourgeoisie catalane », écrivent nos confrères. Et pour cause, elle est l'héritière des laboratoires pharmaceutiques Almirall. Celle qui a suivi ses études dans la fameuse université d'Oxford en Angleterre est une redoutable femme d'affaires, qui « a tracé sa voie dans le milieu des affaires et de la finance ». Philanthrope et membre du conseil d'administration de l'Université nationale de Catalogne, elle est également connue pour son précédent mariage.

Pendant près de 30 ans, Susana Gallardo a été mariée à Alberto Palatchi. Il s'agit de la 26e fortune d'Espagne et patron de la société Pronovias, spécialisée dans les robes de mariée. Une union qui « a fait d'elle une des femmes les plus influentes du pays », racontent nos confrères.

Et cette idylle pourrait bien poser quelques problèmes à l'opposition comme le soulignent nos confrères de L'Express : « La gauche barcelonaise reproche à Valls d'être soutenu par la droite libérale et pointe les réseaux de sa nouvelle compagne, Susana Gallardo, peut-on lire. gala.fr 29 août et 17 septembre 2018

Macron : Le rejet ! Dehors !

- Comment expliquer la fin de l'état de grâce d'Emmanuel Macron - Franceinfo 18.09

Après quinze mois de mandat, seuls 19% des Français estiment que le bilan du chef de l'Etat est positif, selon un sondage Kantar Sofres Onepoint pour RTL, publié lundi. Franceinfo 18.09

Au fait, monsieur Macron, quand vous traverserez, faites attention...

Ils osent tout

- Utiliser des pailles en verre, quelle bonne idée ! - LePoint.fr

- Assurance chômage: Berger craint "un piège" du gouvernement - AFP

- Mattis en Macédoine pour contrer "l'influence" russe sur le référendum - AFP

- Macédoine: Défilé à Skopje en faveur de l'adhésion à l'UE et à l'Otan - Reuters

- Un millier de Hongrois défilent contre Orban à Budapest - Reuters

- Un millier de Hongrois ont manifesté dimanche contre le Premier ministre Viktor Orban lors d'un rassemblement pro-européen organisé par des partis de gauche.

- Syrie: médecins et infirmiers manifestent à Idleb contre une offensive - AFP

Plus de 300 médecins et infirmiers ont manifesté dimanche en Syrie dans la province d'Idleb, s'inquiétant d'une possible offensive du régime de Bachar al-Assad et appelant la communauté internationale à les protéger, a constaté un correspondant de l'AFP.

- Nouvelle manifestation contre la réforme des retraites en Russie - Reuters Quelque 500 personnes ont manifesté à nouveau dimanche à Saint-Pétersbourg contre le projet de relèvement de l'âge de la retraite, une semaine après l'interpellation de centaines de protestataires à travers la Russie.

- L'Allemagne inquiète pour la santé de l'opposant russe Verzilov - Reuters

Comment Trump sert les intérêts du premier cercle de l'oligarchie.

- Jamie Dimon (JPMorgan) regrette ses propos sur Donald Trump - Reuters 16 septembre 2018

Le patron de JPMorgan a aussi jugé que les politiques mises en oeuvre par Donald Trump étaient favorables à l'économie américaine.

"Il faut lui en faire crédit", a dit Jamie Dimon en référence aux baisses d'impôts et à la politique de dérégulation appliquées aux Etats-Unis. "Cela a aidé l'économie. C'est impossible de dire dans quelle mesure." Reuters 16 septembre 2018

- John Kerry a voulu tacler Donald Trump, mais il aurait dû s'y prendre autrement - Le HuffPost 18.09

Se moquer du président, d'accord, mais n'importe comment, non. Le HuffPost 18.09

- 200 milliards de dollars de produits chinois frappés à leur tour par Washington - AFP 18 septembre 2018

Donald Trump agitait la menace depuis des semaines. Il a fini par la mettre à exécution: 200 milliards de dollars d'importations chinoises supplémentaires vont être taxés à 10% pour punir la Chine de ne pas corriger ses pratiques commerciales jugées "déloyales".

"Les tarifs douaniers prendront effet le 24 septembre et s'élèveront à hauteur de 10% jusqu'à la fin de l'année. Le 1er janvier, les taxes douanières seront portées à 25%", a-t-il expliqué dans un communiqué transmis par la Maison Blanche.

Pékin ne devrait pas manquer de riposter dans la foulée.

"Si la Chine venait à prendre des mesures de représailles contre nos agriculteurs ou autres industries, nous mettrions en oeuvre immédiatement la phase 3, à savoir des tarifs douaniers sur quelque 267 milliards de dollars d'importations supplémentaires", a d'ores et déjà prévenu le président américain.

Si ce montant de marchandises était à son tour surtaxé, ce serait la totalité des importations chinoises qui seraient frappées de mesures protectionnistes américaines.

Donald Trump exige de Pékin qu'il réduise de 200 milliards le déficit commercial américain en ouvrant davantage son marché aux produits américains.

Outre les tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium de respectivement 25% et 10% imposés au nom de la protection de la sécurité nationale, Washington a taxé à hauteur de 25% quelque 50 milliards de dollars de produits chinois pour compenser cette fois le "vol" de la propriété intellectuelle.

L'administration Trump déplore qu'en contrepartie d'un accès au marché chinois, les entreprises américaines sont contraintes de partager avec des partenaires locaux une partie de leur savoir-faire technologique.

Pour faire changer cette pratique, Donald Trump avait déjà menacé de taxer la totalité des plus de 505 milliards de dollars d'importations chinoises. Sans effet pour le moment sur son partenaire commercial.

"Si les Etats-Unis adoptent de nouvelles mesures sur les droits de douane, la Chine n'aura d'autre choix que de prendre des mesures de rétorsion pour défendre ses droits et intérêts légitimes", a même prévenu lundi Geng Shuang, porte-parole de la diplomatie chinoise, exhortant Washington à négocier de "bonne foi".

Pékin avait déjà indiqué envisager de nouvelles taxes sur 60 milliards de dollars de biens américains après les 25% sur 50 milliards de dollars de marchandises en juillet/août.

"Espérons que cette situation commerciale soit résolue, en dernier ressort par moi-même et par le président Xi (Jinping) pour lequel j'ai un profond respect et affection", a déclaré Donald Trump. AFP 18 septembre 2018

- La Chine taxe 60 milliards de dollars de produits américains Reuters 18 septembre 2018

La Chine a annoncé mardi qu'elle imposerait à partir du 24 septembre de nouveaux droits de douane sur 60 milliards de dollars (51 milliards d'euros) d'importations américaines, en représailles à la décision de Donald Trump de taxer 200 milliards de dollars d'importations chinoises.

Les taxes chinoises iront de 5% à 10%, au lieu des 5% à 25% initialement envisagés, et s'appliqueront comme prévu à 5.207 produits américains importés, précise le ministère des Finances sur son site internet.

Les produits qui devaient initialement être taxés à 25%, comme le gaz naturel liquéfié, le seront à 10%, ajoute-t-il en écho à l'initiative similaire des Etats-Unis d'imposer dans un premier temps des droits réduits.

La Chine présente sa décision comme une "réponse forcée à l'unilatéralisme et au protectionnisme des Etats-Unis". Elle prévient qu'elle relèvera ses tarifs douaniers si Washington fait de même.

Pékin prélèvera les nouveaux droits de douane à partir du 24 septembre, la date fixée par l'administration Trump pour imposer les siens. Reuters 18 septembre 2018

Dossier sur la Syrie.

- Les revendications occidentales sur la Syrie - Réseau Voltaire 18 septembre 2018

Alors que sur le terrain, la guerre se termine et qu'il ne reste qu'Idleb à libérer des terroristes, les Occidentaux repartent en campagne. Ils viennent de présenter leurs revendications à l'envoyé spécial de l'Onu, Staffan de Mistura. Sans surprise, les États-Unis refusent le processus conduit par la Russie pour la seule raison qu'ils n'y ont pas participé, tandis que le Royaume-Uni et la France entendent imposer des institutions qui leur permettraient de contrôler le pays en sous-main.

par Thierry Meyssan

L'envoyé spécial du secrétaire général de l'Onu pour la Syrie, Staffan de Mistura, a reçu à Genève une délégation du Groupe d'Astana (Iran, Russie, Turquie), puis le 14 septembre, une autre du Petit Groupe (Arabie saoudite, Égypte, États-Unis, France, Jordanie et le Royaume-Uni).

Côté occidental, l'ambassadeur James Jeffrey et le colonel Joel Rayburn conduisaient la délégation US, tandis que l'ambassadeur et ancien directeur du Renseignement extérieur (DGSE 2012-16), François Sénémaud, présidait la délégation française.

Chaque délégation a remis aux Nations unies un document secret sur ses revendications, en vue de peser sur les négociations intra-syriennes en cours. Russia Today a fait fuiter le document occidental [1], comme Kommersant avait fait fuiter il y a deux semaines les directives internes de l'Onu [2].

- Première remarque, le point 3 du document du Petit Groupe reprend la directive interne de l'Onu : « Il n'y aura pas d'assistance internationale à la reconstruction dans les zones contrôlées par le gouvernement syrien en l'absence d'un processus politique crédible conduisant inéluctablement à la réforme constitutionnelle et aux élections supervisées par l'ONU, à la satisfaction des pays donateurs potentiels. » [3].

L'Allemagne, qui a participé à des réunions du Petit Groupe, ne semble pas avoir été représentée à celle-ci. La veille, son ministre des Affaires étrangères, Heiko Maas, s'était désolidarisé de ce point. Juste avant de rencontrer son homologue russe, Sergeï Lavrov, il avait tweeté que son pays était prêt à participer à la reconstruction « s'il existe une solution politique menant à des élections libres » [4] [5]. Pour le Petit Groupe et pour l'Onu, la reconstruction ne commencera pas tant que les pays donateurs potentiels n'auront pas atteint leurs objectifs de guerre, pour l'Allemagne, elle peut accompagner le processus de réconciliation politique.

- Deuxième remarque : les différents interlocuteurs internationaux font référence à la résolution 2254 du 18 décembre 2015 [6]. Cependant, le Petit Groupe extrapole le sens du texte. Alors que la résolution du Conseil de sécurité pose que la rédaction de la Constitution est l'affaire des seuls Syriens entre eux, le Petit Groupe affirme qu'elle ne doit être rédigée que par un Comité placé sous les auspices et contrôlé par l'Onu.

Il s'agit évidemment de casser les décisions de Sotchi, c'est-à-dire à la fois de détruire ce qui a été fait dans les derniers mois et de s'opposer au rôle de la Russie dans la solution de la crise [7]. Les États-Unis veulent conserver leur statut de puissance indispensable, tandis que le Royaume-Uni et la France entendent poursuivre leur projet colonial.

- Troisième remarque : le Petit Groupe n'entend pas seulement transférer la responsabilité de la rédaction de la Constitution de Sotchi à Genève, il a déjà son idée sur ce qu'elle doit être. Il s'agirait de reproduire le modèle que Washington a imposé à l'Iraq et qui y maintient une crise permanente pour le plus grand bénéfice des Occidentaux. Les pouvoirs du président seraient exclusivement protocolaires ; ceux du Premier Ministre seraient inexistantes au niveau régional ; et ceux de l'armée devraient être limités.

Les puissances coloniales maintiennent leur pouvoir au Proche-Orient derrière des apparences de démocraties. Elles parviennent toujours à constituer des gouvernements non-représentatifs de leurs peuples. Depuis 1926 au Liban et depuis 2005 en Iraq, les institutions ont été conçues pour surtout empêcher que ces pays redeviennent des États-nations. Le Liban est divisé en communautés religieuses et l'Iraq en régions distinctes à prédominance d'une communauté religieuse. Israël, quant à lui, n'a pas plus de gouvernement représentatif, non pas à cause de sa Constitution —il n'en a pas—, mais de son système électoral.

- Quatrième remarque : alors que la résolution 2254 édicte que les élections devront avoir lieu sous la supervision de l'Onu, le Petit Groupe considère que l'organe syrien chargé de l'organisation des élections devra travailler quotidiennement sous les ordres de l'Onu, notamment en ce qui concerne d'éventuelles plaintes pour fraude.

Ainsi, les Occidentaux se conservent la possibilité d'annuler des résultats qui ne correspondraient pas à leurs attentes : il suffira de faire déposer une plainte pour fraude et de la déclarer fondée. Le Peuple syrien aurait le droit de voter pourvu qu'il tombe dans le piège qui lui est tendu, et encore à la condition qu'il vote pour ceux que l'on a choisis pour lui.

En Europe, les citoyens cherchent leur souveraineté, en Syrie ils se battent pour leur indépendance. Réseau Voltaire 18 septembre 2018

Notes.

[1] « Déclaration de principes du Petit Groupe pour la Syrie », Réseau Voltaire, 18 septembre 2018.

[2] « Paramètres et principes de l'assistance des Nations Unies en Syrie », par Jeffrey D. Feltman, Réseau Voltaire, 3 septembre 2018.

[3] "There will be no international reconstruction assistance in Syrian-government-held areas absent a credible political process that leads unalterably to constitutional reform and UN-supervised elections, to the satisfaction of potential donor countries".

[4] "Wenn es eine politische Lösung in #Syrien gibt, die zu freien Wahlen führt, sind wir bereit Verantwortung beim Wiederaufbau zu übernehmen"

[5] « L'Allemagne se positionne contre la directive Feltman », Réseau Voltaire, 14 septembre 2018.

[6] « Résolution 2254 (Plan de paix pour la Syrie) », Réseau Voltaire, 18 décembre 2015.

[7] « Consensus entre Syriens à Sotchi », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 6 février 2018.

- Moscou et Ankara annoncent la création d'une zone tampon à Idlib - Reuters 18 septembre 2018

Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan se sont mis d'accord lundi sur la création d'une zone démilitarisée dans la province syrienne d'Idlib pour séparer les forces gouvernementales de la rébellion.

Cette zone tampon sera opérationnelle mi-octobre et les rebelles "d'orientation radicale", y compris le Front Al Nosra, en seront exclus et devront quitter la région.

Des soldats russes et turcs patrouilleront dans cette zone large de 15 à 20 km d'où seront retirées toutes les armes lourdes, ont déclaré les présidents russe et turc réunis en sommet à Sotchi, au bord de la mer Noire.

Le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, a précisé qu'il n'y aurait pas d'opérations militaires supplémentaires de la part des troupes du régime Assad et de leurs alliés contre Idlib, rapporte l'agence de presse Interfax.

Le ministre s'exprimait après les déclarations de Poutine et Erdogan.

Le président turc a fermement plaidé en faveur d'un arrêt des opérations militaires et de l'offensive voulues par le gouvernement Assad dans cette province où vivent quelque trois millions de personnes.

Erdogan redoutait un nouvel exode de civils en direction de la Turquie située un peu plus au nord et où s'entassaient déjà 3,5 millions de réfugiés ayant fui les sept années de guerre civile.

"Nous nous sommes mis d'accord pour que soit créée d'ici le 15 octobre le long de la ligne de contact entre l'opposition armée et les troupes gouvernementales une zone démilitarisée de 15 à 20 km avec le retrait de tous les rebelles d'orientation radicale, y compris Al Nosra", a déclaré Poutine lors d'une conférence de presse avec Erdogan.

"D'ici le 10 octobre, à la demande du président turc, nous (avons approuvé) un retrait des armes lourdes, des chars, des lance-roquettes et des mortiers de tous les groupes d'opposition dans cette zone", a ajouté le président russe.

"La zone démilitarisée sera contrôlée par des patrouilles mobiles d'unités turques et d'unités de la police militaire russe", a-t-il poursuivi.

"Grâce à cet accord, nous avons évité de vivre une vaste crise humanitaire à Idlib", a commenté Erdogan devant la presse. "L'opposition va rester dans les régions où elle se trouve. En échange, nous nous assurerons que les groupes radicaux, que nous avons identifiés avec la Russie, ne puissent pas opérer dans la zone concernée".

"La Russie va certainement prendre les précautions nécessaires pour s'assurer que la zone de désescalade d'Idlib ne soit pas attaquée. Ensemble, nous garantirons la détection et la prévention de provocations et de violations émanant de partis étrangers à l'accord", a ajouté Erdogan. Reuters 18 septembre 2018

- La bataille d'Idleb est repoussée - Réseau Voltaire 18 septembre 2018

Les présidents russe et turc se sont rencontrés à Sotchi, le 17 septembre 2018.

Depuis leur précédente rencontre, le 7 septembre à Téhéran, la Russie avait durci le ton en évoquant pour la première fois le caractère illégal de la présence militaire turque à Idleb. Elle avait souligné que celle-ci devrait prendre fin.

Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan ont avant toute chose signé des accords de coopération économique concernant la construction du gazoduc Turkish Stream et de la centrale nucléaire civile d'Akkuyu ; des accords particulièrement bienvenus pour Ankara dont l'économie vient de s'effondrer brutalement.

Concernant la zone actuellement occupée par les jihadistes et l'armée turque en Syrie —zone qui correspond à peu près au gouvernorat d'Idleb—, les deux États ont décidé de se donner une nouvelle chance de séparer l'opposition armée syrienne des jihadistes.

Des accords identiques de désescalade avaient été convenus pour cette région et pour d'autres par le passé, soit avec les États-Unis, soit avec la Turquie. Ils ont tous échoué et sont devenus caducs au bout de six mois. Dans la pratique, il s'est avéré que les jihadistes et l'opposition armée syrienne sont composés des mêmes hommes, qui sont des mercenaires avant d'être des militants. Ils ont souvent appartenu à divers groupes durant les sept ans de conflit, changeant de l'un à l'autre au gré des opportunités financières.

La République arabe syrienne avait déjà fait savoir qu'elle considérait comme prudent de repousser la libération d'Idleb après les élections législatives US du 6 novembre. En effet, en cas d'attaque, il aurait suffi au Royaume-Uni de mener une opération chimique sous faux-drapeau pour contraindre le président Trump à attaquer la Syrie durant sa campagne électorale.

Le président Erdogan présente à son peuple l'accord qu'il vient de conclure comme une double victoire : il aurait sauvé la population civile d'Idleb de la guerre et aurait obtenu des contrats avantageux de la Russie.

Cependant, la réalité est bien différente : la Turquie était en position de grande faiblesse pour négocier avec son ennemi historique et ami d'un jour, la Russie. Déjà son économie ne survit que grâce à la présence de touristes russes dont Moscou a déjà montré qu'il pouvait les faire venir ou partir en un instant.

- Les accords économiques éloignent un peu plus Ankara de l'Otan.

- Une ligne de démarcation va être instaurée d'ici le 5 octobre entre la zone jihadiste et le reste de la Syrie. Cette zone démilitarisée sera placée sous la responsabilité jointe de la Russie et de la Turquie. Les troupes turques devraient reculer de quelques kilomètres à l'intérieur de la zone actuelle, de manière à laisser les Syriens libérer l'autoroute reliant Damas à Alep.

La Russie éloigne donc la Turquie des Occidentaux, évite de placer son allié syrien en danger et poursuit la libération de son territoire sans avoir à livrer de combats. Réseau Voltaire 18 septembre 2018

- Israël utilise un avion militaire russe comme bouclier - Réseau Voltaire 18 septembre 2018

Le 17 septembre 2018, vers 22h (heure locale), un turbo-propulseur Il-20 militaire russe a disparu des écrans radars en Méditerranée, à environ 35 kilomètres des côtes syriennes. Il retournait à la base aérienne d'Hmeymim avec 14 personnes à son bord.

L'incident est survenu alors qu'une bataille faisait rage dans la zone. Quatre F-16 israéliens attaquaient depuis les eaux internationales l'Institut des industries techniques de Lattaquié. La défense anti-aérienne syrienne est parvenue à détruire en vol plusieurs missiles ennemis.

Israël attaque désormais tous les centres de recherche scientifique liés aux armées. Il s'agit de poursuivre le programme d'assassinat des scientifiques militaires non-Israéliens du Moyen-Orient, tel qu'il a été déjà mené en Iran et en Iraq.

L'attaque israélienne a été précédée par l'intrusion d'un avion Torpedo britannique.

Les États-Unis ont accusé la Syrie d'avoir détruit l'avion russe par inadvertance dans le feu de l'action.

Cependant, la Syrie accuse la frégate française l'Auvergne d'avoir participé à la bataille, ce que Paris nie comme à son habitude.

De nombreux satellites ont observé la bataille du 17 septembre et en conservent des enregistrements.

L'Iliouchine Il-20 était un quadrimoteur à hélices qui menait une mission d'observation des forces occidentales dans la zone et des drones des jihadistes au moment où la bataille a débuté.

L'étude des enregistrements montre que (1) la France a bien tiré des missiles sur la Syrie (2) un des avions israéliens s'est caché derrière l'appareil russe, de sorte qu'un tir syrien le visant a atteint l'Il-20.

Le fait d'utiliser un avion d'un pays tiers pour se protéger de la DCA ennemie constitue un acte de guerre. C'est ce qu'a fait Israël à l'encontre de la Russie. Réseau Voltaire 18 septembre 2018